

SDI 19/031 - ARRÊTÉ MODIFICATIF DE L'ARRÊTÉ N°2021_01126_VDM DU 23 AVRIL 2021 DE MISE EN SÉCURITÉ - 20 RUE D'ANVERS - 13001 MARSEILLE

Nous, Maire de Marseille,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2131-1, L2212-2, L2212-4 et L2215-1,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L 511-1 et suivants modifiés ainsi que les articles L 521-1 à L 521-4 (cf annexe 1),

Vu les articles R 511-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation,

Vu l'article 879-II du code général des impôts,

Vu l'ordonnance n°2020-1144 du 16 septembre 2020 et le décret n°2020-1711 du 24 décembre 2020,

Vu l'arrêté n°2020_03084_VDM du 24 décembre 2020, de délégation de fonction à Monsieur Patrick AMICO, adjoint en charge de la politique du logement et de la lutte contre l'habitat indigne,

Vu l'arrêté n°2022_02980_VDM, en date du 12 septembre 2022, portant délégation de signature, pendant la période d'empêchement de Monsieur Patrick AMICO, à Monsieur Joël CANICAVE, adjoint en charge des finances, des moyens généraux et des budgets participatifs,

Vu l'arrêté de péril grave et imminent n°2019_00405_VDM signé en date du 1er février 2019, interdisant pour raison de sécurité l'occupation et l'utilisation de l'immeuble sis 20, rue d'Anvers - 13001 MARSEILLE,

Vu l'arrêté de péril grave et imminent n°2019_00603_VDM signé en date du 20 février 2019, préconisant la mesure d'urgence de butonnage de la façade arrière de l'immeuble sis 20 rue d'Anvers - 13001 MARSEILLE,

Vu l'arrêté de mise en sécurité n°2021_01126_VDM signé en date du 23 avril 2021,

Vu l'arrêté modificatif de mise en sécurité n°2022_00527_VDM signé en date du 1^{er} mars 2022,

Considérant que l'immeuble sis 20 rue d'Anvers - 13001 MARSEILLE 1ER, parcelle cadastrée section 805D, numéro 220, quartier Saint-Charles, pour une contenance cadastrale de 55 centiares, appartient, selon nos informations à ce jour, en toute propriété à [REDACTED]

Considérant que le service Travaux de la Ville de Marseille a fait exécuter les travaux d'urgence suivants qui ont permis de sécuriser l'immeuble et de retirer le périmètre de sécurité :

- Étalement de palier de l'escalier,
- Étalement du plancher haut de la cave,
- Purge des éléments instables en façade côté rue et rebouchage des fissures,
- Révision de la toiture,

- Mise en place d'un butonnage provisoire de la façade arrière,

Considérant la demande de prolongation des délais dans le cadre de la procédure de mise en sécurité en cours, émise par Marseille Habitat en date du 20 décembre 2022 et transmise aux services municipaux de la Ville de MARSEILLE, informant de la cession prévue au premier trimestre 2023 à un bailleur social suivie d'une phase de réalisation d'études de 10 mois et d'une seconde phase de travaux de réhabilitation estimée entre 18 et 24 mois,

Considérant qu'il convient de modifier l'arrêté de mise en sécurité n°2021_01126_VDM du 23 avril 2021,

ARRÊTONS

Article 1

L'article premier de l'arrêté de mise en sécurité n°2021_01126_VDM du 23 avril 2021 est modifié comme suit :

« L'immeuble sis 20 rue d'Anvers - 13001 MARSEILLE 1ER, parcelle cadastrée section 805D, numéro 220, quartier Saint-Charles, pour une contenance cadastrale de 55 centiares appartient, selon nos informations à ce jour en toute propriété à

Le propriétaire identifié au sein du présent article est mis en demeure d'effectuer les mesures et travaux de réparations suivants :

- Désigner un maître d'oeuvre pour assurer le bon suivi des travaux, de réparation définitifs dans les règles de l'art,
- Faire réaliser par un homme de l'art (bureau d'études techniques, ingénieur, architecte...) un diagnostic sur la totalité de la structure de l'immeuble afin d'aboutir aux préconisations techniques pour la mise en oeuvre de travaux de réparation définitifs,
- Prendre les mesures indispensables pour préserver les bâtiment contigus dans le respect des règles de l'art,
- Procéder à la réparation des désordres constatés ci-après, suivant les préconisations établies par l'homme de l'art et sous son contrôle :

Caves :

- Volée d'escalier en cours d'effondrement,
- Fissures de tassement révélant un mouvement généralisé du bâtiment,
- Fissure structurelle d'un ancien confortement de type IPN et d'un linteau,
- Compression de certains murs et plus particulièrement du pied de façade arrière, signe d'un mouvement structurel important,
- Flambement des poutres et des IPN,

Façades :

- Fissurations structurelles généralisées sur le mur pignon, côté rue Espérandieu,
- Mouvement important du pied de façade avec lézarde à l'angle des rues d'Anvers et Espérandieu,
- Fissures verticales structurelles sur la façade rue d'Anvers, notamment sur les allèges et les linteaux,
- Fissures structurelles sur la façade arrière au 2ème étage et notamment

fissure verticale importante à la jonction avec le mitoyen sur le balcon,
- Fissuration au niveau de la jonction terrasse et bâti du bâtiment dans la cour arrière,
- Déformation horizontale et flexion de 12 cm au niveau de la façade arrière,
- Infiltrations régulières imbibant le mur pignon avec un taux d'humidité très important,

Cage d'escalier et communs :

- Fissuration structurelle entre la volée de marche et le mur pignon,
- Désolidarisation d'un enfustage,
- Boiseries de marche vermoulues,

Appartement du 2ème étage gauche :

- Déformations du plancher et trace d'humidité sous le revêtement dans la salle de bain et la cuisine,
- Affaissement sous le tableau de menuiserie de la cuisine avec nombreuses fissures évolutives au vu des différents rebouchages,

Toiture :

- Dégradation de la toiture ayant pour conséquence des infiltrations d'eau,
- Exécuter tous les travaux annexes qui, à titre de complément direct des mesures de sécurités prescrites ci-dessus, sont nécessaires et sans lesquels ces dernières resteraient inefficaces afin d'assurer la solidité et la stabilité des ouvrages,
- S'assurer que les travaux induits ont bien été réalisés (équipements sanitaires, menuiseries, réseaux...).

Le propriétaire de l'immeuble sis 20 rue d'Anvers - 13001 MARSEILLE 1ER, ou ses ayant-droit, doit, sous un délai de **50 mois** à compter de la notification du présent arrêté, mettre fin durablement au danger en réalisant les travaux de réparation listés ci-dessus. »

Article 2 Les autres dispositions des arrêtés n°2021_01126_VDM et n°2022_00527_VDM restent inchangées.

Article 3 Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature ou par tout autre moyen conférant date certaine à la réception au propriétaire de l'immeuble, [REDACTED]

Celui-ci le transmettra aux ayants droit ainsi qu'aux occupants..

Il sera également affiché sur la porte de l'immeuble et en mairie de secteur.

Article 4 Le présent arrêté sera publié au fichier immobilier du service de publicité foncière de MARSEILLE 3, dont dépend l'immeuble. Cette publication ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor public, conformément à l'article L511-12 du livre V du code de la construction et de l'habitation et sera exonéré de la contribution de sécurité immobilière en application de l'article 879-II du code général des impôts.

Article 5 Le présent arrêté sera transmis au Préfet du département des Bouches-du-Rhône, à la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence, Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, au Service de la Mobilité Urbaine (si périmètre de sécurité), aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, au

gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 6

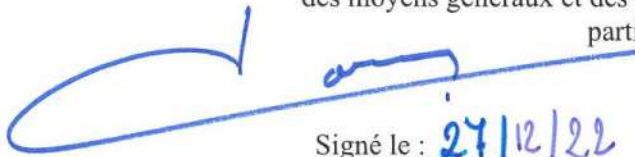
Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours gracieux devant le Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Joël CANICAVE

Monsieur l'Adjoint en charge des finances,
des moyens généraux et des budgets
participatifs



Signé le : 27/12/22